



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à
CPS n°102-103
23 septembre 2007

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

POUR METTRE EN ÉCHEC L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE, la première responsabilité des organisations syndicales et des partis ouvriers est de

CESSER DE DISCUTER DES PROJETS GOUVERNEMENTAUX

FORMULER LES VRAIES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ET JEUNES

RÉALISER LE FRONT UNIQUE

UNE RAFALE D'ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT

Rarement les travailleurs ont été confrontés à une série d'attaques aussi violente contre leurs acquis sociaux et leurs droits. Chaque jour, un nouveau projet : contre les régimes spéciaux de retraites (préparé en juillet par une loi contre le droit de grève) ; ceci ouvrant la voie à une attaque contre tous les régimes de retraites privé et public ; contre le statut des fonctionnaires ; contre les CDI ; contre le Code du travail et contre toute définition du temps de travail ; contre les travailleurs immigrés ; contre l'enseignement par la réduction massive du nombre d'enseignants et des heures de cours, par la remise en cause du bac, par l'autonomie des universités préparant la fin des diplômes nationaux, contre la Sécurité sociale...la liste est sans fin.

Et simultanément, les cadeaux se multiplient pour la bourgeoisie et les rentiers

DERRIÈRE CETTE OFFENSIVE : UN IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN GRANDE DIFFICULTÉ

Sarkozy met d'abord à profit sa victoire électorale qui était inespérée un an auparavant. Au-delà, la frénésie de ce Bonaparte au petit pied traduit l'angoisse de la bourgeoisie : la place de l'impérialisme français se rétracte à l'échelle mondiale, il a perdu le contrôle de sa monnaie, sa balance commerciale devient catastrophique alors que les exportations allemandes explosent, son déficit budgétaire ne diminue pas quand celui de l'Allemagne est quasi résorbé. De fait, l'Allemagne domine très nettement l'Union européenne. En déclarant diriger « *un État en faillite* », Fillon exprime le sentiment profond de la bourgeoisie française. Celle-ci a donc confié à Sarkozy la tâche de porter les coups les plus durs à la classe ouvrière.

Mais les premiers « exploits » de Sarkozy ne la rassurent guère : le poids de l'Allemagne s'est renforcé dans EADS et Airbus ; les critiques de Sarkozy contre Trichet et l'euro fort l'ont complètement isolé en Europe. Et la crise financière mondiale qui se développe réduit à néant les prétentions de Sarkozy –pourtant modestes – à une croissance du PIB de 2,5%. Cette crise, qui révèle le pourrissement du système capitaliste, est partie des Etats-Unis où se concentrent les contradictions majeures de ce système ; mais elle menace l'ensemble des économies capitalistes. Pour la France, ce sera au mieux 1,9% disent les ministres des finances de l'Union européenne. Lesquels ont été effarés d'entendre Sarkozy expliquer « *que la croissance soit à 1,9% ou à 3%, cela ne change pas grand chose* ».

Mais pour les capitalistes français, ce n'est pas pareil, et c'est une raison de plus pour s'attaquer aux acquis des travailleurs français. Ils poussent donc Sarkozy à accélérer l'offensive contre les travailleurs, car c'est pour eux le seul moyen de rétablir leurs profits et de préserver la place de l'impérialisme français.

L'OBJECTIF IMMÉDIAT DU CAPITALISME FRANÇAIS : RATTRAPER SON « RETARD »

Dans toute l'Europe, les bourgeoisies, avec l'appui des dirigeants de tous les partis « ouvriers » (sociaux démocrates, socialistes, ex-staliniens...) mènent l'offensive contre les travailleurs : la retraite à 65 ans, voire à 67 ans, est déjà décidée dans plusieurs pays; la semaine de travail va passer de 35 à 40 heures aux Pays Bas, etc.....Du fait de la résistance des travailleurs en France, des défaites qu'ils ont su infliger (ainsi, avec

le retrait du CPE), la bourgeoisie française a pris un gros retard ; le coût de la force de travail en France est quasi plus élevé qu'en Allemagne...C'est cela qu'ils veulent modifier.

SARKOZY A BESOIN DU SOUTIEN DES DIRIGEANTS DES SYNDICATS ET DES PARTIS OUVRIERS

Pour conduire son offensive, Sarkozy a besoin du soutien des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers. D'abord parce qu'il redoute une mobilisation spontanée des travailleurs et de la jeunesse, comme en 2006. Il lui faut donc désarmer politiquement les travailleurs, les désorienter. Quoi de plus efficace pour décourager et désorienter que d'offrir aux responsables syndicaux « tables rondes », concertation, négociation des projets gouvernementaux (et repas au restaurant) ? De plus, pour tenir tête à l'Allemagne, Sarkozy a besoin de l' « union nationale » en défense « de la patrie », c'est-à-dire en défense des capitalistes français.

L'opération de Sarkozy a pleinement réussi. Les dirigeants des confédérations syndicales, ceux de l'Unef et de la FSU, tous se bousculent pour « discuter », se « concerter » avec le gouvernement. Certes, ils gémissent, car Sarkozy leur impose un rythme rapide de discussion en leur dictant les conclusions... Mais c'est bien parce que ces dirigeants acceptent la « concertation » que Sarkozy et le MEDEF peuvent se montrer offensif.

Les travailleurs doivent donc imposer aux des dirigeants syndicaux qu'ils cessent de collaborer :

Il n'y a rien à négocier ! Discuter avec ce gouvernement, c'est encourager Sarkozy à accélérer, c'est entraver toute véritable mobilisation : Assez de concertation et de négociation ! Rupture avec Sarkozy !

DÉFINIR ET AFFIRMER LES VRAIES REVENDICATIONS, CESSER DE COLLABORER

Le rôle des syndicats est de défendre les revendications des travailleurs : maintien intégral des « régimes spéciaux » de pensions (SNCF, RATP...) ; retour aux 37,5 annuités pour le public et le privé (et rejet des projets qui, pour disloquer le système des retraites, introduiraient la notion de « pénibilité » du travail).

Défense du code du travail ! Défense inconditionnelle du CDI ! Abrogation de la loi d'autonomie des universités : A bas l'autonomie des universités ! Aucune suppression de postes dans la fonction publique (sauf armée et polices) ! Respect intégral du statut des fonctionnaires !

Il en est de même pour les partis « ouvriers » : il n'est pas acceptable que ces partis participent à la commission Balladur mise en place par Sarkozy pour replâtrer la Constitution réactionnaire de la Vème République. De même sont inacceptables les rencontres et tractations entre Hollande et Bayrou visant à amender ce projet. La seule exigence, c'est le rejet pur et simple du projet Sarkozy-Balladur, c'est de réaffirmer : À bas la Vème République !

Et il n'est pas plus acceptable que le PS dépose des amendements au nouveau projet de traité européen : sur le fond, ce texte est le même que celui rejeté le 29 mai 2005. La seule position est donc : À bas le nouveau traité ! Tout aussi inacceptable est la pétition qui demande à Sarkozy un nouveau référendum. Cet appel à référendum bonapartiste, impulsé par le PCF, Mélenchon, etc... contourne l'exigence immédiate : Rejet pur et simple par le PS et le PCF, tous leurs élus, du traité ! Ni référendum ni amendements !

PRÉPARER L'AFFRONTMENT MAJEUR

C'est en défendant les vraies revendications, et donc en rompant avec ce gouvernement, que l'on peut réaliser l'unité contre Sarkozy. L'ampleur des attaques est telle que les responsables syndicaux discutent maintenant d'une « action ». Mais quelle action ? Une grève pour faire « pression » sur le gouvernement ? Des journées d'action ? Des grèves dans la division syndicale, disloquées par catégories, par profession ?

Chacun sait qu'on ne fera pas « pression » sur ce gouvernement, qu'il s'agit de briser cette offensive d'ensemble par une riposte nationale, par un combat centralisé contre ce gouvernement, contre cette majorité à l'Assemblée nationale, ces députés UMP qui votent tout ce que Sarkozy décide. Mais toute mobilisation véritable, quelle que soit la forme par laquelle elle s'engage (grève nationale, manifestation nationale...) implique d'abord : **Rupture de la concertation ! Défense des vraies revendications !**

Sur cette base, pour briser l'offensive du gouvernement et de la bourgeoisie, pour infliger une défaite majeure à Sarkozy et à ce gouvernement, peut et doit être réalisé le front unique contre Sarkozy.